

2° dans l'alinéa 2, il est inséré un point 3°, rédigé comme suit :

« 3° pour l'accueil les jours sans école en dehors des vacances de Pâques : 17,50 euros par jour d'ouverture et par place pour 80 % des places figurant sur l'agrément ou le certificat de contrôle. ».

Art. 4. À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, 2°, les mots « pendant les vacances de Pâques » sont insérés après les mots « jours sans école » ;

2° dans l'alinéa 2, il est inséré un point 3°, rédigé comme suit :

« 3° pour l'accueil les jours sans école en dehors des vacances de Pâques : 14 euros par jour d'ouverture et par place pour 80 % des places agréées ou autorisées. ».

Art. 5. Les articles 7 et 8 du même arrêté sont complétés par un alinéa 2 et un alinéa 3, rédigés comme suit :

« Outre la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, l'organisateur peut demander auprès de l'agence une subvention pour compenser l'accueil extrascolaire les jours sans école pendant les vacances de Pâques pour lequel les familles ne paient rien, en application de l'article 3 du présent arrêté.

La subvention égale la somme de ce que les familles auraient payé à l'organisateur pour l'accueil extrascolaire les jours sans école pendant les vacances de Pâques sur la base la convention écrite et du règlement d'ordre intérieur. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un nouvel article 9/1, rédigé comme suit :

« L'organisateur disposant d'une autorisation d'accueil de bébés et de bambins peut demander auprès de l'agence une subvention pour l'accueil extrascolaire les jours sans école pendant les vacances de Pâques pendant la période d'application des mesures de lutte contre le coronavirus, pour lequel la famille ne paie rien, en application de l'article 3 du présent arrêté si cet enfant est accueilli à une place d'accueil d'enfants pour laquelle l'organisateur ne doit pas remplir les conditions visées aux articles 20 à 36/1 de l'Arrêté de subvention du 22 novembre 2013.

La subvention égale la somme de ce que les familles auraient payé à l'organisateur pour l'accueil extrascolaire les jours sans école pendant les vacances de Pâques sur la base la convention écrite et du règlement d'ordre intérieur. ».

Art. 7. Dans l'article 10, le nombre « 9 » est remplacé par le nombre « 9/1 ».

Art. 8. À l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, phrase introductive, le nombre « 9 » est remplacé par le nombre « 9/1 » ;

2° le point 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° pour la subvention visée aux articles 5 et 6, à l'article 7, alinéa 1^{er}, et à l'article 8, alinéa 1^{er} : le nombre de jours d'ouverture pour l'accueil les jours d'école et pour l'accueil les jours sans école ; » ;

3° il est inséré un point 3/1, rédigé comme suit :

« 3/1° pour la subvention visée à l'article 7, alinéa 2, à l'article 8, alinéa 2, et à l'article 9/1 : la somme de ce que les familles auraient payé pour l'accueil extrascolaire les jours sans école pendant les vacances de Pâques sur la base la convention écrite et du règlement d'ordre intérieur ; ».

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2020.

Art. 10. Le Ministre flamand qui a le grandir dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 avril 2020.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30660]

16 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 16 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

Vu le décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2020 ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification, par l'OMS, du coronavirus COVID-19 comme une pandémie, en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les personnes bénéficiant d'une bourse d'immersion linguistique qui a dû être écourtée, ce qui a engendré, dans certains cas, des coûts supplémentaires pour assurer leur rapatriement en Belgique ;

Considérant l'impact de la crise sur la procédure d'octroi des bourses d'immersion linguistique portant sur l'année scolaire 2020-2021 ainsi que l'incertitude liée à l'organisation de ces immersions linguistiques tout en garantissant la sécurité sanitaire de leurs bénéficiaires ;

Considérant que l'urgence est justifiée ;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi, de la Formation, en charge de l'économie sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, il est inséré une section 19 bis dont l'intitulé est le suivant :

« Section 19bis : Mesures relatives au plan langues ».

Art. 2. Au même arrêté, il est inséré un article 35bis, rédigé comme suit :

« Art. 35bis. Pour l'application de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle, l'immersion linguistique, interrompue en raison de l'épidémie de COVID-19, n'est pas prise en compte lorsque l'interruption est intervenue avant que ne soit atteinte la moitié de la durée prévue de l'immersion linguistique concernée. ».

Art. 3. Au même arrêté, il est inséré un article 35ter, rédigé comme suit :

« Art. 35ter. La suspension des délais de rigueur prévue par le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, ne s'applique pas aux délais visés à l'article 10 du même arrêté.

Par dérogation à l'article 10, alinéa 2, 2°, du même arrêté, l'appel aux candidats pour de l'année 2020 et pour les immersions linguistiques organisées par la section 4 du même arrêté, se termine le 24 avril 2020. ».

Art. 4. Au même arrêté, il est inséré un article 35quater, rédigé comme suit :

« Art. 35quater. Par dérogation à l'article 12, alinéa 5, du même arrêté, pour les immersions linguistiques organisées par la section 4 du même arrêté, les pièces et documents manquants, pour l'année 2020, doivent être communiqués au plus tard le 20 mai 2020. A défaut, la demande est classée sans suite. ».

Art. 5. Au même arrêté, il est inséré un article 35quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 35quinquies. Par dérogation à l'article 13, § 2, pour l'année 2020, la bourse est refusée au plus tard le 1^{er} juin 2020, pour les bourses organisées par la section 4 du même arrêté.

Par dérogation à l'article 13, § 3, 2^o, pour l'année 2020, l'Office établit, pour le 15 juin 2020 au plus tard, pour les immersions linguistiques organisées à la section 4, un classement motivé des demandes de bourses qui n'ont pas été refusées, lesquelles sont octroyées sous conditions résolutoires liées à l'évolution de l'épidémie de COVID-19, aux mesures et aux recommandations prises par le Conseil national de sécurité et le Service Public Fédéral des Affaires étrangères, et par les autorités des pays où l'immersion linguistique doit avoir lieu. ».

Art. 6. Au même arrêté, il est inséré un article 35sexies, rédigé comme suit :

« Art. 35sexies. Par dérogation aux articles 14 et 15, § 5, du même arrêté, le FOREM peut déroger aux conditions de liquidation de la bourse octroyée en application du même arrêté lorsque ces conditions n'ont pu être respectées en raison de l'épidémie de COVID-19. ».

Art. 7. Au même arrêté, il est inséré un article 35septies, rédigé comme suit :

« Art. 35septies. Par dérogation aux articles 14, § 5, 19, 23, 28 et 34, du même arrêté, le montant maximal de la bourse, pour les immersions linguistiques qui ont été interrompues en raison de l'épidémie de COVID-19, peut être majoré de maximum 15% lorsque cette interruption a engendré des coûts supplémentaires dans le chef de son bénéficiaire et dans les limites des coûts effectivement supportés. ».

Art. 8. Au même arrêté, il est inséré un article 35octies, rédigé comme suit :

« Art. 35octies. La Ministre de la Formation peut, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire liée au COVID-19, décider de suspendre l'octroi de bourses pour l'année scolaire 2020-2021 ou pour le second semestre de l'année 2020 et/ou pour le premier trimestre de l'année 2021 et/ou pour le deuxième trimestre 2021 ou encore peut décider de postposer d'un ou de plusieurs mois au cours du second semestre 2020, l'octroi de bourses, pour les immersions linguistiques organisées par la section 4 du même arrêté. ».

Art. 9. Au même arrêté, il est inséré un article 35nonies, rédigé comme suit :

« Art. 35nonies. La Ministre de la Formation est habilitée à reporter, en fonction de l'évolution sanitaire liée au COVID-19, les délais prévus par le présent arrêté. ».

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Art. 11. A l'issue des pouvoirs spéciaux octroyés par le Parlement wallon, les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement wallon, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe à cet effet.

Art. 12. La Ministre de l'Emploi, de la Formation, en charge de l'économie sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 avril 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30660]

16 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 16 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursinstellingen;

Gelet op het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 april 2020;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het verzorgingsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crises; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van de WGO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat de WGO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de WGO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen;

Gelet op de impact van de gezondheids crisis op personen die een beurs voor een taalbad ontvangen, die moest worden ingekort, wat in sommige gevallen extra kosten met zich meebracht om hun repatriëring naar België te verzekeren;

Gelet op de impact van de crisis op de procedure voor de toekenning van beurzen voor een taalbad voor het schooljaar 2020-2021 en de onzekerheid gebonden aan de organisatie van deze taalbaden, waarbij de veiligheid van de gezondheid van hun begunstigden wordt gewaarborgd;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Werk, Vorming belast met sociale Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen wordt een afdeling 19bis ingevoegd, met volgend opschrift:

"Afdeling 19bis. Maatregelen betreffende het talenplan".

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35bis. Voor de toepassing van artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming, wordt de onderbreking van het taalbad, dat werd onderbroken wegens de COVID-19-epidemie, niet in aanmerking genomen wanneer de onderbreking plaatsvond voordat de helft van de geplande duur van het betrokken taalbad is bereikt.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35ter. De opschorting van de dwingende termijnen bedoeld in het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19 is niet van toepassing op de termijnen bedoeld in artikel 10 van hetzelfde besluit.

In afwijking van artikel 10, tweede lid, 2°, van hetzelfde besluit eindigt de oproep tot de kandidaten voor het jaar 2020 en voor de bij afdeling 4 van hetzelfde besluit georganiseerde taalbaden op 24 april 2020."

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35quater ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35quater. In afwijking van artikel 12, lid 5, van hetzelfde besluit moeten de ontbrekende stukken en documenten voor het jaar 2020 voor de bij afdeling 4 van hetzelfde besluit georganiseerde taalbaden uiterlijk op 20 mei 2020 worden meegedeeld. Indien dit niet het geval is, wordt de aanvraag zonder gevolg geklasseerd."

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35quinquies ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35quinquies. In afwijking van artikel 13, § 2, wordt de beurs voor het jaar 2020 uiterlijk op 1 juni 2020 geweigerd voor de bij afdeling 4 van hetzelfde besluit georganiseerde beurzen.

In afwijking van artikel 13, § 3, 2°, stelt de Dienst, voor het jaar 2020, uiterlijk op 15 juni 2020 voor de bij afdeling 4 georganiseerde taalbaden een met redenen omklede rangschikking op van de aanvragen voor beurzen die niet zijn geweigerd en die worden toegekend onder ontbindende voorwaarden die verband houden met de evolutie van de COVID-19-epidemie, met de maatregelen en aanbevelingen genomen door de Nationale Veiligheidsraad en de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en door de autoriteiten van de landen waar het taalbad moet plaatsvinden".

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35*sexies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35*sexies*. In afwijking van de artikelen 14 en 15, § 5, van hetzelfde besluit kan de "FOREM" afwijken van de voorwaarden voor de vereffening van de krachtens hetzelfde besluit toegekende beurs wanneer deze voorwaarden niet konden worden vervuld als gevolg van de COVID-19-epidemie."

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35*septies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35*septies*. In afwijking van de artikelen 14, § 5, 19, 23, 28 en 34 van hetzelfde besluit kan het maximumbedrag van de beurs, voor taalbaden die wegens de COVID-19-epidemie zijn onderbroken, met maximum 15% worden verhoogd wanneer deze onderbreking aanleiding heeft gegeven tot extra kosten voor de begunstigde en binnen de grenzen van de werkelijk gemaakte kosten."

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35*octies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35*octies*. De Minister van Vorming kan, afhankelijk van de evolutie van de gezondheidstoestand in verband met de COVID-19, beslissen om de toekenning van beurzen voor het schooljaar 2020-2021 of voor het tweede halfjaar van het jaar 2020 en/of voor het eerste kwartaal van het jaar 2021 en/of voor het tweede kwartaal van het jaar 2021 op te schorten, of kan beslissen om, voor de bij afdeling 4 van hetzelfde besluit georganiseerde taalbaden, de toekenning van beurzen met één of meerdere maanden tijdens het tweede halfjaar van het jaar 2020 uit te stellen."

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 35*nonies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 35*nonies*. De Minister van Vorming is bevoegd om, afhankelijk van de evolutie van de gezondheidstoestand in verband met de COVID-19, de in dit besluit vastgestelde termijnen uit te stellen."

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Art. 11. Na afloop van de bijzondere machten, door het Waals Parlement toegekend, zullen de bevestigde bepalingen opnieuw, opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen kunnen worden door de Waalse Regering indien tenminste daartoe een materiële rechtsgrond voorhanden is.

Art. 12. De Minister van Werk, Vorming, belast met de Sociale Economie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 april 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2020/30626]

Propaan/propyleenvervoersleidingen Verlenging A.329-4214

Bij ministerieel besluit van 6 april 2020, wordt een verlenging van de vervoersvergunning referte A.323-2116 van 14 augustus 1990 voor het vervoer van gasvormig propaan/propyleen door middel van leidingen verleend aan de nv Nationale Maatschappij der Pijpleidingen voor de propaan- en propyleenleidingen DN 150 HD Oiltanking AGT – Borealis Polymers te Beveren (Kallo).

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2020/30626]

Canalisations de transport de propane/propylène Prorogation A.329-4214

Par arrêté ministériel du 6 avril 2020, est octroyée une prorogation de l'autorisation de transport de propane/propylène gazeux par canalisations référence A.323-2116 du 14 août 1990 octroyée à la SA Nationale Maatschappij der Pijpleidingen pour les canalisations propane/propylène gazeux DN 150 HD Oiltanking AGT – Borealis Polymers à Beveren (Kallo).

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C – 2020/20821]

Personeel. — Benoeming in vast dienstverband

Bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, wordt in vast dienstverband benoemd, in de klasse A1 :

Bij ministerieel besluit van 30 maart 2020 :

Met ingang van 15 maart 2020 :

- Mevrouw Van Steenberge, Lisbeth, bij de buitendiensten.

Een beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden ingediend binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C – 2020/20821]

Personnel. — Nomination à titre définitif

Auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, est nommée à titre définitif, dans la classe A1 :

Par arrêté ministériel du 30 mars 2020 :

A partir du 15 mars 2020 :

- Madame Van Steenberge, Lisbeth, aux services extérieurs.

Un recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles, sous pli recommandé à la poste.